



Co-funded by the
European Union

LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET
DE LA COHÉSION SOCIALE (RESDECS)
SÉNÉGAL, GUINÉE, CÔTE D'IVOIRE



RESDECS Policy briefs series

N° 4 - Côte d'Ivoire | Novembre 2025



Veille des élections législatives et incidents sociopolitiques de novembre 2025

Résumé exécutif

Entre le 7 et le 26 novembre 2025, le système d'alerte précoce a enregistré une série d'incidents survenus dans plusieurs régions du pays, affectant les domaines politique, social et sécuritaire. Ces événements comprennent notamment des interpellations et mises en garde à vue de personnalités politiques, des tensions liées aux candidatures et aux rivalités locales, des conflits intercommunautaires, ainsi que des incidents ayant entraîné des pertes en vies humaines. À ces faits s'ajoutent des interventions des forces de sécurité, en particulier dans le cadre de l'opération Épervier.

L'analyse des indicateurs révèle des niveaux de risque différenciés selon la nature des incidents. Certains phénomènes, tels que les arrestations à caractère politique, le trafic de stupéfiants et les conflits intercommunautaires, présentent un degré de gravité élevé, tandis que d'autres, comme les accidents de circulation et certaines tensions locales, demeurent de moindre intensité. Dans l'ensemble, ces événements traduisent une instabilité ponctuelle et localisée, soulignant la nécessité d'une vigilance accrue et de réponses appropriées afin de prévenir toute aggravation de la situation.

Recommandations

- Mettre en place ou réactiver des cadres de dialogue inclusifs associant les institutions électorales, les partis politiques, la société civile et les leaders d'opinion, afin de clarifier les divergences, favoriser l'écoute mutuelle et gérer de manière concertée les désaccords. Ce dialogue doit être régulier et crédible, notamment pour désamorcer les tensions liées aux arrestations politiques et aux contestations internes aux partis et électorales.
- Développer des canaux d'information clairs et accessibles sur les règles du processus électoral, les résultats officiels et les mécanismes de recours. Cette transparence est indispensable pour limiter les rumeurs, contenir la désinformation et rassurer les citoyens sur l'intégrité des décisions judiciaires et électorales.
- Maintenir un dispositif sécuritaire adapté, fondé sur la prévention et la dissuasion, en veillant strictement au respect des libertés publiques, notamment lors des arrestations ciblées et des interventions liées à des incidents locaux. Une posture professionnelle et mesurée des forces de sécurité contribue à réduire les tensions et à éviter toute perception de répression arbitraire.
- Soutenir les initiatives locales de médiation portées par les chefs traditionnels, les autorités religieuses et les organisations de jeunes et de femmes, afin de prévenir et désamorcer les conflits intercommunautaires et les rivalités locales. Ces acteurs jouent un rôle essentiel dans la diffusion de messages de paix et de responsabilité citoyenne, tout en contribuant à la cohésion sociale.
- Poursuivre et renforcer la veille des incidents et des signaux faibles, en particulier dans les zones à forte contestation ou tension sociale, telles que les villages voisins de Lakota et Bagoué. Cette vigilance permet d'anticiper les points de blocage et d'activer rapidement des réponses adaptées, qu'elles soient politiques, sécuritaires ou sociales.
- Mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation sur la sécurité industrielle et routière, renforcer les contrôles des infrastructures sensibles et veiller à la prise en charge rapide des victimes, afin de limiter l'impact des accidents mortels et des incidents industriels sur la population.
- Intensifier les actions de sensibilisation en faveur de la participation citoyenne pacifique, du respect des règles électorales et de l'acceptation des mécanismes de résolution des différends.

INTRODUCTION

À l'approche des élections législatives prévues le 27 décembre 2025, la Côte d'Ivoire a été le théâtre d'une série d'incidents révélateurs de tensions sociopolitiques et sécuritaires. La période observée a été marquée par une mobilisation intense des partis politiques et de leurs candidats, parfois en rupture avec leurs structures d'origine, comme le montrent les initiatives de cadres du PPA-CI décidant de se présenter en indépendants. Cette dynamique s'accompagne de garde à vue et d'interpellations ciblées de figures politiques et de candidats, notamment au sein du FPI et du PDCI, reflétant la sensibilité des équilibres électoraux et le recours des autorités à des mesures coercitives pour encadrer le processus.

Parallèlement, le dispositif d'alerte précoce a enregistré des incidents sécuritaires variés, allant des vols à main armée et attaques individuelles aux saisies de drogues et aux explosions industrielles, en passant par des accidents de circulation ayant entraîné des pertes en vies. Entre le 7 et le 26 novembre 2025, le système d'alerte précoce a enregistré une série d'incidents survenus dans plusieurs régions du pays, affectant les domaines politique, social et sécuritaire. Ces événements comprennent notamment des interpellations et mises en garde à vue de personnalités politiques, des tensions liées aux candidatures et aux rivalités locales, des conflits intercommunautaires, ainsi que des incidents ayant entraîné des pertes en vies humaines. À ces faits s'ajoutent des interventions des forces de sécurité, en particulier dans le cadre de l'opération Épervier.

L'analyse des indicateurs révèle des niveaux de risque différenciés selon la nature des incidents. Certains phénomènes, tels que les arrestations à caractère politique, le trafic de stupéfiants et les conflits intercommunautaires, présentent un degré de gravité élevé, tandis que d'autres, comme les accidents de circulation et certaines tensions locales, demeurent de moindre intensité. Dans l'ensemble, ces événements traduisent une instabilité ponctuelle et localisée, soulignant la nécessité d'une vigilance accrue et de réponses

appropriées afin de prévenir toute aggravation de la situation.

humaines. Ces faits, couplés à des conflits intercommunautaires, illustrent la complexité du contexte ivoirien, où la sécurité publique, la cohésion sociale et la gouvernance politique sont étroitement imbriquées. Les tensions observées témoignent d'une instabilité latente, nécessitant à la fois une vigilance soutenue des forces de sécurité, une médiation politique proactive et un suivi attentif des dynamiques communautaires, afin de prévenir toute escalade et garantir le maintien de l'ordre dans la période préélectorale.

Méthodologie

Ce rapport s'appuie sur les informations collectées par les moniteurs actifs dans différentes localités entre le 7 et le 26 novembre 2025, permettant d'établir un panorama détaillé des événements survenus durant cette période. Ces derniers ont recueilli les informations directement auprès des populations locales, tout en tenant compte des alertes et signalements transmis par les habitants. Ces données ont été complétées par le suivi des reportages et informations diffusés par les médias locaux, puis vérifiées auprès des autorités locales et des forces de sécurité pour en assurer la fiabilité. Les incidents recensés sont analysés selon la localité, le type d'événement, les auteurs impliqués et les interventions des autorités, chaque cas recevant un niveau d'alerte correspondant à sa gravité et à sa portée. Cette méthodologie permet de dresser une cartographie précise des tensions sociopolitiques et sécuritaires et d'identifier les zones où la vigilance doit être accrue.

Résultats et analyse

1. Arrestations et tensions politiques

La période observée a été marquée par des tensions politiques notables, traduites notamment par des arrestations et des mesures disciplinaires touchant des acteurs clés de la vie politique ivoirienne. Ainsi, Diby Kokora Bernard, désigné candidat du FPI dans la circonscription de Moronou, a été convoqué puis placé en garde à vue peu après son annonce officielle, suscitant inquiétude et réactions au sein de son parti. Quelques semaines plus tard, Brédoumy Soumaïla, député et porte-parole du PDCI-CI à Abidjan, a lui aussi été interpellé pour plusieurs chefs d'accusation, malgré les protections liées à son immunité parlementaire, soulevant des critiques sur le respect des procédures légales. Parallèlement, le PPA-CI a pris la décision de révoquer certains de ses cadres qui avaient choisi de se présenter aux législatives en dehors de la ligne du parti, illustrant les tensions internes et la discipline stricte imposée dans ce contexte électoral. Ces événements reflètent un climat de pression politique et de surveillance accrue de l'espace civique, traduisant une méfiance persistante entre autorités et acteurs politiques, et justifiant un niveau d'alerte de couleur orange.

2. Conflits intercommunautaires et tensions locales

Au cours de la période observée, la cohésion sociale a montré des signes de fragilité à travers plusieurs tensions locales et conflits intercommunautaires. À Blihiri, dans le département de Lakota, un incendie volontaire a été perpétré dans la maison du président des jeunes par des individus non identifiés, soupçonnés de provenir d'un village voisin, illustrant la persistance de rivalités locales susceptibles de dégénérer en affrontements. Dans la région de Bagoué, l'annulation d'un concert organisé par David Fofana, concurrent d'une autre manifestation électorale dans la même localité, a mis en lumière des rivalités politiques locales et un sentiment de marginalisation parmi certains acteurs. Ces événements révèlent une

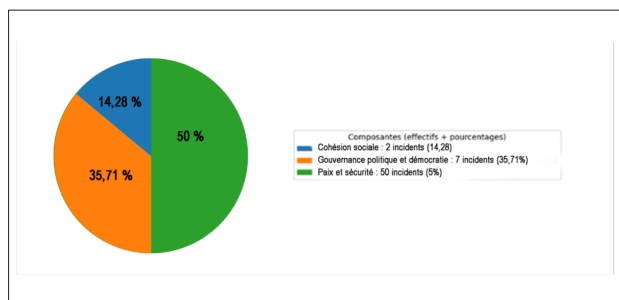
tension sous-jacente dans les interactions sociales et communautaires, nécessitant une vigilance et des initiatives de médiation pour prévenir l'escalade des conflits, avec un niveau d'alerte orange pour l'incendie et jaune pour les tensions liées au concert.

3. Criminalité et incidents sécuritaires

La période observée a été également marquée par plusieurs incidents affectant la sécurité publique et révélant la vulnérabilité du territoire face à la criminalité. À Gagnoa, un individu armé d'un couteau et d'une machette a été interpellé après avoir tenté de fuir la police, tandis qu'à Guiglo, une opération menée par l'Antenne Régionale de la Direction de la Police des Stupéfiants et des Drogues a permis l'arrestation de trois individus impliqués dans le trafic de cannabis, d'héroïne et de médicaments contrôlés. La vulnérabilité sécuritaire s'est également manifestée à travers des accidents tragiques, comme celui survenu à Daloa, où quatre personnes ont perdu la vie dans un accident de tricycle, ou l'explosion survenue à CARENA à Abidjan, faisant douze victimes, rapidement prises en charge grâce à l'intervention des forces de sécurité et des sapeurs-pompiers militaires. Enfin, la mort suspecte de M. Bazo Roland Kouamé dans une cellule de garde à vue à Treichville souligne la nécessité de renforcer la surveillance et les protocoles de sécurité dans les établissements de détention. Ces incidents, combinant criminalité, accidents et dysfonctionnements sécuritaires, traduisent un climat de vigilance élevé, justifiant un niveau d'alerte orange pour les situations criminelles et les conflits violents, et jaune pour les accidents et vols.

Synthèse des incidents et niveaux d'alerte

Les événements observés au cours de cette période révèlent une instabilité latente, où tensions politiques, conflits locaux et incidents sécuritaires se croisent et s'entremêlent. Cette synthèse vise à rendre compte de la fréquence, de la répartition et de l'intensité des incidents, en classant chacun selon son niveau d'alerte afin de fournir une vision consolidée des risques présents sur le territoire.



Le diagramme présente un bilan consolidé de 14 incidents survenus entre le 7 et le 26 novembre 2025, regroupés en trois grandes composantes : cohésion sociale, gouvernance politique et démocratie, et paix et sécurité.

1. Cohésion sociale

Les incidents recensés montrent une fragilité ponctuelle du tissu social. Un conflit intercommunautaire à Lakota a été classé au niveau orange, traduisant une tension élevée susceptible de dégénérer en affrontement si aucune action de médiation n'est mise en place. Par ailleurs, le sentiment de marginalisation observé à Boundiali lors de l'annulation d'un concert électoral est jugé moins critique et classé jaune, mais il révèle un malaise social qui pourrait nourrir des frustrations politiques ou communautaires.

2. Gouvernance politique et démocratie

Cette composante concentre la majorité des alertes de niveau orange, avec trois incidents liés à des arrestations ciblées de figures politiques (FPI, PDCI, PPA-CI), illustrant une pression politique accrue et un resserrement de l'espace civique. Les

contestations internes et le déficit d'inclusivité politique, bien que moins critiques et classés jaune, témoignent d'une polarisation et d'un risque de rupture dans la cohésion au sein des partis, pouvant alimenter des tensions locales ou des candidatures indépendantes.

3. Paix et sécurité

La composante sécurité enregistre des incidents variés mais significatifs. La criminalité violente (vols et agressions) et le trafic de stupéfiants sont classés orange, révélant des vulnérabilités structurelles dans la protection des citoyens et la régulation des substances illicites. Le sentiment d'insécurité ressenti par la population, également orange, souligne l'impact de ces incidents sur la perception générale de la sécurité. Les accidents mortels et incidents industriels (jaune) sont moins critiques en termes de menace directe pour la stabilité, mais restent préoccupants pour la sécurité publique et nécessitent une vigilance opérationnelle continue.

4. Interprétation globale

L'analyse des incidents survenus entre le 7 et le 26 novembre 2025 met en évidence un climat préélectoral fragile, caractérisé par une convergence de tensions politiques, sécuritaires et sociales. Les arrestations ciblées de candidats et cadres politiques traduisent une restriction de l'espace civique et nourrissent une méfiance notable entre partis et autorités, accentuant la polarisation politique.

Sur le plan sécuritaire, la période a été marquée par des actes criminels divers, tels que vols à main armée, trafic de stupéfiants, accidents mortels et incidents industriels. Ces événements renforcent le sentiment d'insécurité ressenti par la population et soulignent la vulnérabilité des dispositifs de protection civile et de prévention des risques.

Par ailleurs, des tensions intercommunautaires et des rivalités locales, comme l'incendie à Lakota ou les différends électoraux à Boundiali, révèlent la fragilité de la cohésion sociale. Sans médiation et dialogue appropriés, ces situations peuvent

rapidement dégénérer en conflits ouverts, amplifiant les risques de déstabilisation locale.

L'ensemble de ces facteurs, lorsqu'ils se cumulent, dessine un contexte à vigilance élevée, dans lequel la prévention de l'escalade exige une approche intégrée. Une présence sécuritaire professionnelle et proportionnée doit s'accompagner de mesures de dialogue politique et communautaire, ainsi que de mécanismes de médiation locale, afin de réduire les tensions et de garantir un déroulement pacifique des élections législatives prévues le 27 décembre 2025.

Recommandations

Au regard des incidents recensés, des dynamiques observées et des risques identifiés, les recommandations suivantes visent à préserver un climat électoral apaisé, à renforcer la confiance des acteurs et à consolider la crédibilité du processus démocratique :

- **Placer le dialogue politique au cœur de la prévention des tensions**

Mettre en place ou réactiver des cadres de dialogue inclusifs associant les institutions électorales, les partis politiques, la société civile et les leaders d'opinion, afin de clarifier les divergences, favoriser l'écoute mutuelle et gérer de manière concertée les désaccords. Ce dialogue doit être régulier et crédible, notamment pour désamorcer les tensions liées aux arrestations politiques et aux contestations internes aux partis.

- **Renforcer la communication institutionnelle et la transparence sur les procédures judiciaires et électorales**

Développer des canaux d'information clairs et accessibles sur les règles du processus électoral, les résultats officiels et les mécanismes de recours. Cette transparence est indispensable pour limiter les rumeurs, contenir la désinformation et rassurer les citoyens sur l'intégrité des décisions judiciaires et électorales.

- **Assurer une présence sécuritaire proportionnée et respectueuse des droits**

Maintenir un dispositif sécuritaire adapté, fondé sur la prévention et la dissuasion, en veillant strictement au respect des libertés publiques, notamment lors des arrestations ciblées et des interventions liées à des incidents locaux. Une posture professionnelle et mesurée des forces de sécurité contribue à réduire les tensions et à éviter toute perception de répression arbitraire.

- **Renforcer la médiation communautaire et l'implication de la société civile**

Soutenir les initiatives locales de médiation portées par les chefs traditionnels, les autorités religieuses et les organisations de jeunes et de femmes, afin de prévenir et désamorcer les conflits intercommunautaires et les rivalités locales. Ces acteurs jouent un rôle essentiel dans la diffusion de messages de paix et de responsabilité citoyenne, tout en contribuant à la cohésion sociale.

- **Consolider les mécanismes d'alerte précoce et de suivi en temps réel**

Poursuivre et renforcer la veille des incidents et des signaux faibles, en particulier dans les zones à forte contestation ou tension sociale, telles que les villages voisins de Lakota et Bagoué. Cette vigilance permet d'anticiper les points de blocage et d'activer rapidement des réponses adaptées, qu'elles soient politiques, sécuritaires ou sociales.

- **Renforcer la prévention des accidents et incidents industriels**

Mettre en œuvre des campagnes de sensibilisation sur la sécurité industrielle et routière, renforcer les contrôles des infrastructures sensibles et veiller à la prise en charge rapide des victimes, afin de limiter l'impact des accidents mortels et des incidents industriels sur la population.

- **Promouvoir le civisme électoral et la participation pacifique**

Intensifier les actions de sensibilisation en faveur de la participation citoyenne pacifique, du respect des règles électorales et de l'acceptation des mécanismes de résolution des différends. Le civisme électoral constitue un pilier fondamental de la stabilité et de la cohésion sociale dans la période préélectorale.

Conclusion

L'analyse des incidents recensés au cours de la période de novembre 2025 met en lumière un climat préélectoral fragile, caractérisé par des tensions politiques, des rivalités locales et des vulnérabilités sécuritaires. Les arrestations ciblées de candidats et cadres politiques de l'opposition, les conflits intercommunautaires, ainsi que les incidents liés à la criminalité et aux accidents illustrent la complexité et l'interdépendance des enjeux politiques, sociaux et sécuritaires.

Si ces événements sont restés localisés et n'ont pas dégénéré, ils révèlent néanmoins une instabilité latente, susceptible de s'amplifier en l'absence de mesures de prévention appropriées. Le cumul de ces facteurs souligne l'importance d'une approche intégrée combinant dialogue politique, médiation communautaire, transparence institutionnelle et vigilance sécuritaire.

Le suivi rapproché des zones sensibles, le renforcement des mécanismes d'alerte précoce et la promotion d'un civisme électoral responsable constituent des leviers essentiels pour prévenir toute escalade avant les élections législatives du 27 décembre 2025. Dans ce contexte, la consolidation de la confiance entre les acteurs politiques, les autorités et la population apparaît comme un impératif pour garantir un processus électoral apaisé et préserver la cohésion sociale à l'échelle nationale.

Récapitulatif des incidents par indicateur

Composante/Indicateur	Niveau d'alerte				Total
	Vert	Jaune	Orange	Rouge	
Cohésion Sociale en Côte d'Ivoire					
Nombre de conflits intercommunautaires ou interethniques signalés			1	1	2
Sentiment de marginalisation d'un groupe social ou ethnique		1			1
Gouvernance politique et démocratique en Côte d'Ivoire					
Appels au boycott ou à la désobéissance civile			1	6	7
Destructions de biens et pertes en vie humaine			1		1
Nombre d'arrestations de journalistes, opposants ou activistes			5		5
Nombre d'incidents liés aux discours politiques haineux				1	1
Paix et Sécurité en Côte d'Ivoire					
Crash d'un appareil volant de l'armée		1			1
Nombre de conflits communautaires ou interethniques rapportés				1	1
Nombre de morts et de blessés dû à un accident de circulation		1			1
Nombre de morts/blessés dus à des affrontements locaux				1	1
Sentiment d'insécurité ressenti par les populations			1		1
Trafic de stupéfiants			1		1
Total		3	10	10	23

A propos du projet RESDECS

La Recherche au Service de la Démocratie et la Cohésion Sociale (RESDECS) est mis en œuvre par le Gorée Institute au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Il s'inscrit dans le cadre du projet Team Europe Democracy (TED) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Il vise à promouvoir la démocratie et la cohésion sociale à travers la production de connaissances fondées sur le factuel (voir méthodologie) pour renforcer la participation citoyenne, améliorer la gouvernance, réduire les inégalités et construire des communautés plus résilientes et pacifiques. Cela implique l'influence des politiques publiques par le billet des policy briefs qui facilitent à la prise de décision politique.

Les Policy Briefs du projet RESDECS sont des publications mensuelles qui offrent des analyses sur des questions spécifiques issues de données du terrain et fournissent des recommandations concrètes dans le but d'éclairer et d'influencer les décisions en matière de politiques publiques. Ils visent à orienter les débats et la prise de décisions en offrant une plateforme aux praticiens, aux universitaires, aux organisations de la société civile, mais aussi et surtout aux décideurs pour présenter leurs analyses et leurs recommandations concernant les questions de démocratie, paix en Afrique de l'Ouest plus particulièrement au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire.

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet Team Europe Democracy ([TED](#)) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Cependant, son contenu relève de la seule responsabilité de l'Institut Gorée et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne, de la BMZ et du TED.



Ile de Gorée, Résidence Bibi
BP: 05 Gorée, Sénégal

+221 33 849 48 49
info@goreeinstitut.org
www.goreeinstitut.org

www.facebook.com/goreeinstitute
www.twitter.com/goreeinstitute
www.instagram.com/goreeinstitute